

*Les crédits*

canadien des droits des personnes handicapées, qui s'est exprimée en ces termes à propos de l'abolition du Programme de contestation judiciaire:

Je suis indignée. Cette mesure frappe les femmes qui sont au bas de l'échelle.

Une autre femme, Michelle Salardeau-Ramsay, vice-présidente de la Commission canadienne des droits de la personne a dit ce qui suit au sujet de la décision d'Ottawa de ne pas accorder l'équité salariale avec effet rétroactif à ses fonctionnaires les moins bien rémunérés:

C'est de la part du gouvernement une attitude cruelle comme nous n'en avons pas vue depuis longtemps. Cela porte un dur coup aux attentes des travailleurs à faible revenu.

Citant toujours le même article, je rappelle à mes collègues et à mes concitoyens que, «lorsque les gouvernements se serrent la ceinture, ce sont toujours les plus pauvres et les plus vulnérables qui en souffrent».

Je vous cite un dernier passage de cet article:

Le combat contre le déficit est devenu le prétexte pour éliminer bien des progrès faits par les femmes, les enfants, les minorités raciales, les personnes handicapées, les pauvres et d'autres groupes victimes de discrimination, au cours des 20 dernières années et surtout depuis l'adoption de la Charte des droits et libertés, en 1982.

Ce genre de chose est absolument déplorable. C'est peut-être un autre moyen de contrer les progrès faits en vertu de la Charte. À mon avis, c'est exactement cela.

Ma prochaine citation est tirée d'un autre article, et je pense que c'est un commentaire important.

L'égalité et la justice sont passés de mode.

Il poursuit ainsi:

Aucune société opprimée ne fonctionne bien. Pourquoi le gouvernement choisirait-il une voie qui l'obligera à consacrer de plus en plus d'argent à des moyens de répression violents comme la police et les prisons, plutôt que de consacrer cet argent à traiter les injustices fondamentales?

Je tiens absolument à vous lire la citation suivante, parce que je pense que ce qu'elle dit est fondamental pour les Canadiens, compte tenu de leur sens de la justice. Cela parle d'égalité.

La notion d'égalité ne signifie pas qu'il faille traiter tout le monde également, mais plutôt compenser les différences de façon que les personnes défavorisées puissent atteindre un statut vraiment égal. L'égalité d'une personne signifie que tous doivent jouir d'une plus grande égalité.

Je pourrais parler du crédit d'impôt pour enfants. Je suppose que j'aurais dû le faire. Les gens ont vu ce que c'est, même si c'est particulièrement bien présenté. Cette mesure n'aidera pas les plus pauvres. En fait, elle n'aide-

ra pas ceux qui sont au bas de l'échelle socio-économique.

J'aurais pu parler des compressions dans les programmes de logement social. Non seulement ces programmes seront fortement réduits, mais les programmes de logement coopératifs seront éliminés. Je m'inquiète aussi en voyant que d'autres gouvernements conservateurs, comme le gouvernement Filmon, à Winnipeg, réduisent l'aide juridique à ceux qui en ont le plus besoin.

Je n'ai pas encore parlé de...

[Français]

Et dans les journaux d'aujourd'hui on peut lire des titres tels «Comment assurer la sécurité aux femmes» et «Les femmes autochtones arrachent des concessions». Pourquoi auraient-elles à arracher des concessions?

Monsieur le Président, j'aurais bien aimé parler de l'éducation.

[Traduction]

Je sais que la pauvre mère seule, qui est à la maison et qui voudrait bien améliorer sa qualité de vie, devrait vendre sa maison pour y parvenir. Elle est coincée et est en fait condamnée à la pauvreté.

Je connais une autre mère seule qui travaille et qui a deux enfants. Ceux-ci sont tombés malades dernièrement, chacun leur tour. La mère a eu beaucoup de difficulté à obtenir de l'aide pour continuer à travailler. Il existe bien peu de programmes qui pourraient l'aider, elle et les autres femmes dans la même situation qu'elle.

Pour ce qui est des paiements pour les soins des enfants, nous savons, vous et moi, monsieur le Président, tout comme des millions de Canadiens, qu'on doit aux parents, dont la plupart sont des femmes, une somme évaluée à un milliard de dollars. Les tribunaux sont-ils attentifs aux mères qui se présentent devant eux pour essayer d'obtenir ce qui est juste et ce qui est équitable pour élever leurs enfants? Non, pas souvent, en fait pas assez souvent. Nous savons de plus que les paiements sont minimes et qu'ils ne sont pas toujours faits quand ils sont échus. On sacrifie non seulement la mère, mais aussi ses enfants.

J'aurais pu parler de toute la question des pensions pour les femmes. Nous savons tous qu'elles sont tout à fait insuffisantes.

J'achève. Je n'ai que deux autres points à soulever. Je serai bref. Il s'agit de la violence et des mauvais traitements qui sévissent dans notre société. Il s'agit de la